

# Déclaration de politique étrangère

**Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement, le mercredi 12 février 1997**

*(Traduction non officielle)*

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

La politique étrangère de la Suède doit être placée sous le signe de la solidarité, de la coopération et des responsabilités assumées.

1. Cela vaut dans le cadre du système des Nations Unies qui constitue l'outil majeur pour la paix et la sécurité internationales, pour traiter les menaces pesant à l'échelle de la planète sur la sécurité des gens et pour assurer un développement économique durable.

2. Cela vaut en Europe, où l'intégration, par son étendue et sa profondeur, offre des instruments sans pareils pour assurer la prospérité et une plus grande sécurité sur notre continent.

3. Cela guide la coopération avec nos plus proches voisins. Les conditions dans la région nordique, celle de la Baltique et celle de la mer de Barents, sont particulièrement favorables pour réaliser la vision d'une sécurité commune et d'une prospérité durable.

Chacun de ces systèmes de coopération offre des possibilités uniques de participation et d'influence pour la Suède en 1997.

La Suède siège au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Au cours de l'année, notre pays sera associé à la prise de décisions cruciales pour la constitution d'une Europe unie. Nous poursuivons cette année nos ambitions concernant la coopération des pays riverains de la Baltique, en même temps que nous assumons la présidence du Conseil euro-arctique de Barents.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Depuis plus d'un demi-siècle, la coopération dans le cadre des Nations Unies est une pierre angulaire de la politique étrangère suédoise. Les exigences nouvelles et accrues que les transformations radicales dans la communauté internationale imposent à l'ONU ne s'accompagnent ni d'un apport de ressources ni d'un soutien politique suffisants de la part des pays membres.

Pour s'attaquer à la crise de l'ONU, il faut notamment une définition claire de sa mission pour la paix et la sécurité internationale dans une époque nouvelle.

L'organisation internationale constitue le cadre sur le terrain du droit international et

de la politique, tant pour faire face aux menaces planétaires sur la survie de l'humanité que pour oeuvrer en faveur de la justice internationale, des droits de l'homme, du désarmement et de la démocratie.

L'action du gouvernement au Conseil de sécurité en 1997-98 s'inscrira dans une perspective à long terme et elle sera guidée sur le plan pratique par un programme comprenant notamment les points suivants:

\*La capacité pour l'ONU de prévenir les conflits – aussi bien à l'intérieur des États qu'entre eux – et d'intervenir à un stade précoce doit être renforcée.

\*Une nouvelle génération d'opérations de maintien de la paix de l'ONU doit être développée. Il faut que les branches politique, militaire, policière, humanitaire, économique et sociale du système de l'ONU coopèrent.

\*Les travaux du Conseil de sécurité doivent être encore "démocratisés". Il faut davantage de transparence dans les travaux du Conseil ainsi que plus de passerelles en direction de l'Assemblée générale. Il est nécessaire de développer la coopération entre l'ONU, les organisations régionales et les ONG. Les pays qui fournissent des troupes pour les opérations de maintien de la paix doivent être davantage associés aux décisions.

Le travail quotidien du Conseil de sécurité consiste à réagir plus rapidement aux crises qui éclatent – ainsi en Bosnie-Herzégovine, au Soudan, en Afghanistan, dans le Caucase ou dans la région africaine des Grands Lacs. Ce travail exige une étroite coopération entre toutes les parties concernées et la capacité de mener un travail d'équipe dans un esprit pragmatique.

Les acquis des grandes conférences de l'ONU des années 90 doivent se répercuter de façon plus tangible sur les travaux de l'ONU. En juin se tiendra un sommet pour le suivi de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Il prendra des décisions visant à promouvoir le développement de sociétés écologiquement viables qui puissent accroître la production de denrées alimentaires et assurer le bien-être d'une humanité de plus en plus nombreuse. La Suède est en pointe dans ces efforts.

L'action pour rendre l'ONU plus efficace, la moderniser et la renforcer a pendant quelque temps marqué le pas. Aujourd'hui toutefois, nous voyons s'ouvrir une période propice. La Suède se réjouit de la détermination à s'attaquer aux questions touchant aux réformes manifestée par le nouveau secrétaire général, M. Kofi Annan, ainsi que par le président de l'Assemblée générale, M. Razali Ismail. L'annonce par le président Clinton devant le Congrès que les États-Unis ont l'intention de régler leurs dettes à l'égard de l'ONU nous donne des raisons d'espérer que le blocage des discussions sur les réformes, auquel la dette a contribué, se relâchera.

La Suède est bien placée pour aider à la concrétisation du travail de réforme. Le gouvernement partage l'analyse de l'évolution mondiale et du besoin de réformes de l'ONU contenue dans le rapport "Notre voisinage global" présenté par la Commission de la conduite des affaires mondiales. Dans le domaine économique et social, la Suède a présenté, avec les autres pays nordiques, une série de propositions

concrètes, notamment la mise en place de bureaux extérieurs communs de l'ONU et un meilleur financement de l'aide. Le rapport du Projet nordique pour les Nations Unies a été remis le mois dernier au secrétaire général. Ce travail a rencontré un écho favorable dans notre action au sein de l'UE, ainsi que dans une série de réunions régionales qui se sont tenues en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

L'action multilatérale dans le système des Nations Unies, dans la Banque mondiale et dans d'autres organisations constitue un cadre important pour l'engagement de la Suède dans la coopération internationale au développement. L'assistance suédoise a été pendant des décennies novatrice et, malgré les économies de ces dernières années, elle demeure considérable. L'accent que nous mettons sur le long terme et sur la lutte contre la pauvreté est essentiel. L'assistance est un instrument efficace dans la politique globale du gouvernement pour la paix, la démocratie et la justice, pour une expansion économique internationale durable et pour les droits des pauvres.

Les progrès de la démocratie dans de larges parties du monde ouvrent de nouveaux horizons pour l'assistance. Celle-ci pourra dans l'avenir reposer encore davantage sur la responsabilité et l'énergie de nos partenaires dans la coopération. Réaliser un véritable partenariat, tel est l'objectif. Le projet pour l'Afrique que j'ai présenté dans la déclaration de politique étrangère de l'an dernier sera poursuivi dans cet esprit.

La démocratie aidant, l'Amérique latine est parvenue à consolider une décennie d'évolution politique et économique favorable. Pour autant, on y trouve de grands écarts de revenus et de gros problèmes sociaux. En Amérique centrale, les accords de paix ont donné aux gens la foi dans l'avenir. Cependant, la paix reste fragile et la poursuite du soutien est nécessaire à cette région.

Les pays d'Asie présentent des contrastes entre une grande pauvreté et une croissance rapide. Des progrès économiques imposants sont réalisés mais dans le même temps la marche vers la démocratie est en bien des endroits entravée d'une manière qui ne laisse pas d'inquiéter par des régimes autoritaires. L'évolution que connaîtra l'Asie aura au cours des années à venir des répercussions considérables sur l'économie mondiale et la sécurité planétaire.

Le gouvernement prend une part active aux efforts déployés pour resserrer les liens entre l'Asie et l'Europe. Je pars demain pour Singapour afin de participer au dialogue entre l'Asie et l'Europe qui s'est engagé l'an dernier. Le Ministère des affaires étrangères entreprendra cette année une action visant à intensifier les relations de la Suède avec l'Asie.

Le soutien du gouvernement au processus de paix au Moyen-Orient se poursuit, avec notamment une participation suédoise à la présence internationale à Hébron et un soutien substantiel aux territoires palestiniens. En dépit des revers et des difficultés de l'année écoulée, la conscience grandit chez les Israéliens et les Palestiniens de ce que leur avenir est dans la coopération. Avec l'accord sur Hébron, le nouveau gouvernement israélien a accepté de participer au processus de paix. Toutes les parties dans la région et le monde extérieur ont à assumer une responsabilité pour que ce processus aille de l'avant.

Le Projet Euro-Islam se poursuit. Il s'agit d'un projet de paix qui donne à la Suède et à l'Europe une possibilité de développer à long terme les relations avec leurs voisins musulmans. Il contribue en même temps à une plus profonde compréhension à l'égard des nombreuses personnes de souche musulmane qui vivent en Suède et en Europe.

Il faut que le respect des droits de l'homme s'améliore et que les mécanismes de contrôle soient renforcés. Le gouvernement poursuit son action internationale contre la torture et la peine de mort, contre l'exploitation des enfants et l'oppression des femmes, ainsi que pour la protection de défenseurs courageux des principes de l'État de droit tels qu'Aung Sang Suu Kyi qui s'efforcent de maintenir la liberté de pensée et d'expression. Nous agissons nous-mêmes ou en collaboration dans le cadre de l'UE et avec les pays nordiques, par notre influence, nos critiques ou nos condamnations. Mais aussi par le dialogue, la coopération et la formation. Ce dernier point est illustré par les séminaires de l'Institut Raoul Wallenberg à l'intention de représentants des autorités en Chine et en Turquie.

Pour fournir un moyen de s'opposer à la barbarie dans les guerres civiles, les gouvernements des pays nordiques coopèrent à l'élaboration de règles humanitaires minimales qui devront être respectées par toutes les parties dans toutes les situations de conflit. Le gouvernement oeuvre aussi énergiquement avec d'autres pays pour que soit mis en place au plus tôt une cour criminelle internationale qui puisse se saisir de violations graves telles que le génocide et les crimes contre l'humanité.

Les efforts en vue d'éliminer des armes de destruction massive sont pour le gouvernement une tâche prioritaire. Les arsenaux militaires, les risques de prolifération et les doctrines nucléaires ayant leurs racines dans la guerre froide demeurent des réalités.

L'action pour le désarmement doit être menée par étapes, avec détermination, jusqu'à ce que soit atteint l'objectif final: un monde débarrassé des armes de destruction massive. Le gouvernement se félicite des propositions de la Commission de Canberra en vue de nouvelles mesures, la demande que les armes nucléaires en état d'alerte soient mises en veilleuse étant présentée comme un premier pas à franchir sans délai.

Il faut que l'accord START-II soit ratifié au plus tôt et que s'ouvrent des négociations sur de nouvelles réductions. Le gouvernement oeuvrera pour que s'engagent des pourparlers en vue d'une interdiction de la production de matières fissiles à des fins militaires et d'assurances négatives, ainsi que pour arriver à une interdiction totale des mines anti-personnel.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Du fait de la mondialisation, la dépendance de la Suède à l'égard du commerce international augmente rapidement. Le libre-échange crée des conditions plus favorables pour les exportations suédoises et favorise la croissance économique et l'emploi en Suède comme dans le reste du monde, et en particulier dans les pays en développement. L'action au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

doit se donner pour but de parvenir à un renforcement de la réglementation et à un programme d'action pour la poursuite de la libéralisation du commerce mondial.

Il est dans l'intérêt national de la Suède de favoriser l'accroissement des échanges économiques. Cela est également d'une importance cruciale pour permettre d'atteindre l'objectif du gouvernement de réduire de moitié le chômage déclaré. Le commerce apporte la sécurité du fait de la dépendance mutuelle positive qui se crée. Le gouvernement a l'intention de présenter en mars au Riksdag un document sur la Suède, l'UE et la politique commerciale au seuil du XXI e siècle.

La mondialisation demande que les outils politiques et l'esprit civique se développent aussi par-delà les frontières nationales. La justice sociale, la démocratie et les droits de l'homme ne sauraient s'arrêter aux frontières d'une nation. Le gouvernement organisera cette année, conjointement avec la Colombie qui assure la présidence du Mouvement des non-alignés, une conférence internationale sur les réponses politiques aux défis de la mondialisation.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

1997 est une année cruciale pour les aspirations à créer une Europe unie. C'est l'année où les pays européens ont la possibilité de tirer les conséquences de la fin de la guerre froide et de traduire en actes la conscience que c'est par une coopération concrète que l'on crée une sécurité durable.

Le gouvernement voit dans l'UE et son élargissement l'axe pour la réalisation d'un système paneuropéen de sécurité. Le rôle majeur de l'Union européenne est d'assurer la paix par la coopération économique et politique, tâche pour laquelle elle fut créée naguère.

L'élargissement de l'UE confirmera la solidarité entre les pays et les peuples de l'Europe. L'intégration se fera par une coopération de tous les jours entre des gouvernements, des entreprises, des organisations et des gens. La dépendance mutuelle prépare le terrain pour unir ce qui est resté séparé pendant cinquante ans. Ensemble, nous faisons disparaître l'affrontement et nous effaçons les clivages.

Les pays d'Europe centrale et orientale ont réalisé des progrès substantiels s'agissant de consolider la démocratie, l'État de droit et l'économie de marché. Les conditions rigoureuses posées pour l'adhésion devraient encourager de nouveaux progrès. Aussi le gouvernement préconise-t-il le démarrage simultané des négociations pour les pays candidats. C'est sur ses propres mérites que l'on peut obtenir son adhésion.

La Conférence intergouvernementale de l'UE entre maintenant dans sa phase décisive. L'UE doit se préparer à l'élargissement, ce qui implique notamment des réformes politiques et institutionnelles. Elle doit aussi devenir plus efficace, approfondir son ancrage démocratique et mieux s'armer pour traiter les questions qui apparaissent importantes aux citoyens de toute l'Europe.

La troisième phase de l'Union économique et monétaire, dont l'entrée en application est prévue pour le 1 er janvier 1999, implique un approfondissement considérable de

la coopération. L'UEM imprimera fortement sa marque à la Suède, indépendamment de la position qu'elle adoptera pour sa part sur la participation à la troisième phase. C'est une question qui exige un débat et de mûres réflexions, dans une perspective suédoise aussi bien qu'européenne. Le Riksdag se prononcera à l'automne sur cette question.

La Suède appelle de ses vœux une politique étrangère et de sécurité claire et ouverte pour l'UE. Nous voulons notamment développer sa capacité de gestion des conflits. La ligne suédoise dans la coopération au développement de l'UE vise à mettre en place une coopération authentique et efficace avec les pays en développement, tout particulièrement en réformant la coopération Lomé. La Suède oeuvrera pour une politique des réfugiés solidaire dans toute l'UE et pour la transparence dans les relations commerciales de l'UE avec le monde extérieur.

L'élargissement projeté de l'OTAN aura une influence décisive sur les possibilités de créer une Europe unie et plus sûre. Bien que nous ne participions pas aux décisions, cet élargissement aura des conséquences pour nous et c'est pourquoi nous faisons connaître nos points de vue. Le gouvernement rappelle constamment combien il importe que l'élargissement contribue à la sécurité de l'ensemble de l'Europe.

L'élargissement de l'OTAN ne doit pas entraîner de nouveaux clivages, ce que l'OTAN a elle-même souligné dans son étude sur l'élargissement. Nous voulons voir un continent européen qui ne soit pas divisé. La compréhension mutuelle entre la Russie et l'OTAN est de l'intérêt de toute l'Europe. La sécurité paneuropéenne doit être construite conjointement avec la Russie. Il importe que la sécurité des pays qui ne seront pas inclus dans une première phase de l'élargissement soit elle-même renforcée. Le processus d'élargissement de l'OTAN doit être ouvert et évolutif.

Chaque pays a le droit d'opérer son propre choix en matière de politique de sécurité et de le voir respecté. Nous attendons des autres qu'ils respectent notre choix, de même que nous respectons le leur. Dans le même temps, il importe que la solution retenue par chaque pays pour sa politique de sécurité prenne aussi en compte les impératifs de la sécurité de toute l'Europe.

La coopération dans le cadre du Partenariat pour la Paix (PPP) peut se traduire par une plus grande sécurité pour tous les pays sans distinction. Cela passe avant tout par le développement de la capacité commune de gestion militaire des crises, de sécurité civile et d'actions de maintien de la paix. Le PPP contribue en même temps à une plus grande confiance entre les forces de défense des différents pays et à plus de compréhension pour le besoin d'un contrôle démocratique sur celles-ci. Le gouvernement prévoit à cet égard des initiatives, tout spécialement en coopération avec les pays riverains de la Baltique. Le centre régional d'entraînement et de formation issu d'une initiative du gouvernement entamera son activité en 1997.

Le PPP témoigne de l'ampleur croissante que prend progressivement l'ordre du jour commun en matière de politique de sécurité. Nous développons une coopération avec l'OTAN dans tous les domaines, sauf ceux touchant à la défense du territoire ou aux engagements de défense communs. La non-participation de la Suède aux alliances militaires visant à lui permettre de rester neutre en cas de guerre dans son espace de voisinage demeure.

L'action internationale dans l'ex-Yougoslavie est l'illustration d'une Europe coopérant dans le domaine de la politique de sécurité. Dans la région de Tuzla en Bosnie, des soldats suédois sont côte à côte avec, entre autres, des Américains et des Russes pour une tâche commune – empêcher la guerre et contribuer à la paix, à la réconciliation et à la cicatrisation des blessures qui ont si tragiquement marqué cette partie de l'Europe.

Le soutien suédois à la reconstruction dans l'ex-Yougoslavie se poursuit. Il contribue au niveau de la population à ressouder et à réconcilier ce que des dirigeants politiques sans scrupules ont mis en pièces. Ce soutien est orienté vers la promotion de la démocratie, des médias indépendants, des projets multiethniques et l'aide aux réfugiés qui rentrent dans leurs foyers. Le mouvement associatif joue à cet égard un rôle important.

Nous avons une vision d'une Europe au-delà des pactes, où les lignes de fracture militaires seraient remplacées par un réseau de coopération. Cela demande une nouvelle réduction des niveaux d'armements et un démantèlement progressif des armes nucléaires. On ne saurait bâtir un ordre de sécurité viable et une paix durable sur les armes de destruction massive.

Nous voulons voir s'instaurer un ordre qui rende la guerre aussi inconcevable entre les pays de l'ensemble de l'Europe qu'elle l'est entre les pays nordiques ou entre les membres de l'Union européenne. La fin de la guerre froide nous permet dans une mesure grandissante de confier à la coopération civile le soin de créer la sécurité.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) apporte des contributions inappréciables à la réalisation d'une architecture paneuropéenne de sécurité et au processus conduisant à la sécurité commune. Tous les pays d'Europe y participent, avec les États-Unis et le Canada, sur un pied d'égalité. C'est sur un concept de sécurité moderne, élargi, que se fondent les interventions de l'OSCE pour la prévention des conflits, la réconciliation, les droits de l'homme et la promotion de la démocratie. L'action engagée pour obtenir la reconnaissance des résultats des élections locales en République fédérale de Yougoslavie en est un bon exemple. L'OSCE joue aussi un rôle central dans les efforts en faveur de la maîtrise des armements en Europe et d'un nouveau traité FCE.

Une tâche cruciale est d'arriver à une démocratie approfondie et renforcée dans les pays qui ont repris ou entamé leur évolution démocratique à l'issue de la guerre froide. La démocratie est une condition nécessaire pour l'établissement de relations pacifiques durables aussi bien dans les pays qu'entre eux. Les normes comme les instruments du soutien international au processus de démocratisation ont besoin d'être renforcés, dans le cadre notamment du Conseil de l'Europe. Nous nous félicitons aussi de l'action que vient d'entreprendre IDEA, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, à Stockholm.

Une sécurité durable pour l'Europe requiert aussi que l'on place cette sécurité dans une perspective planétaire plus claire. L'Europe doit prévenir les conflits futurs en prenant davantage ses responsabilités pour rendre les conditions économiques dans le monde plus égales et réduire la surexploitation des ressources naturelles.

Madame la Présidente/ Monsieur le Président

Les peuples d'Europe du Nord ont en commun une mer, une histoire, une culture. Ils ont une tradition millénaire de commerce, d'échanges culturels et de relations humaines. Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour que nous puissions vivre dans une région renaissante, sous le signe de la démocratie, de la coopération, de l'économie de marché et de la responsabilité sociale.

La coopération bilatérale à long terme doit viser à renforcer et approfondir les processus de réforme concernant la démocratie, l'économie, la sécurité et l'environnement, dans le nord-ouest de la Russie, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Une tâche majeure est de mettre l'accent sur le besoin de développement social aussi bien qu'économique.

La proximité favorise les échanges commerciaux. Aussi un développement de nos relations avec les États riverains de la Baltique et la centaine de millions d'habitants de la région revêt-il une importance considérable. Cela contribue également à faire de la Suède un pays plus attractif pour les investissements des sociétés étrangères. Il est de l'intérêt de la Suède que la Russie comme les États baltes entrent dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de sorte que la région de la mer Baltique puisse devenir un marché intérieur opérant.

Le gouvernement suédois continue d'apporter son soutien aux États baltes dans la mise en place de fonctions de l'État telles que la police, la douane et la surveillance des frontières, et de normes juridiques s'appliquant aux réfugiés. Dans le domaine de la défense, nous voulons contribuer à donner aux États baltes la possibilité de participer à des actions en faveur de la paix et de se doter d'une défense globale ayant un ancrage populaire.

L'élargissement de l'UE aux quatre pays candidats de la Baltique est la mesure la plus importante s'agissant de renforcer la sécurité commune, les échanges économiques et la coopération politique dans la région. Les efforts suédois pour les aider à améliorer leur capacité de négociation et leur adaptation à l'Union vont être intensifiés cette année.

Une question déterminante pour la sécurité commune dans la région est l'évolution de la coopération avec la Russie. Le dialogue avec ce pays doit être encore intensifié, tant bilatéralement que dans le cadre de son partenariat avec l'UE. Dans le cadre de ces contacts, il importe tout particulièrement d'encourager le dialogue et la coopération entre les États baltes et la Russie. Le moins important n'est pas d'obtenir de la Russie qu'elle signe l'accord auquel on est pratiquement arrivé aujourd'hui sur la frontière russo-estonienne et qu'elle ne dresse pas de nouveaux obstacles sur la voie d'un tel accord.

Le maintien de l'engagement américain en Europe revêt également une importance majeure pour la coopération dans la région de la mer Baltique. La présence américaine a été déterminante pour la paix et le développement dans l'ensemble de l'Europe. On célèbre cette année le cinquantième anniversaire du plan Marshall, remarquable exemple de cet engagement.

La coopération dans la région de la mer de Barents, présidée cette année par la Suède, vise elle aussi à abattre des barrières et à promouvoir la coopération, les relations de bon voisinage et la construction durable de la paix. Dans le courant de cette année, le gouvernement veut aider à renforcer les liens entre la région et l'UE et améliorer les conditions du commerce et des investissements. Le renforcement de la sûreté nucléaire, les améliorations de l'environnement, la coopération dans le domaine culturel et les contacts entre les peuples, entre les populations autochtones en particulier, constituent d'autres tâches importantes.

La coopération internordique est un exemple vivant des potentialités de l'intégration. Cette coopération est une partie intégrante de la politique européenne du gouvernement. Elle sera réformée de façon à se concentrer sur les domaines où des solutions nordiques communes présentent des avantages par rapport à des arrangements au niveau national ou dans un cadre international plus large.

Madame la Présidente/ Monsieur le Président,

"Dans le monde d'aujourd'hui, tout est l'affaire de tous".

Par cette constatation, Václav Havel, le président de la République tchèque, a capté l'essence des défis et des potentialités de l'époque actuelle.

La politique étrangère et de sécurité de la Suède doit contribuer à la paix en s'attaquant aux causes sous-jacentes des conflits – injustices économiques, menaces pesant sur l'environnement, violations des droits de l'homme, absence de liberté et manque de confiance en l'avenir. Cela s'applique aussi bien dans notre espace de voisinage qu'en Europe et dans le monde.